



FINANCIÈRE
BANQUE NATIONALE
GESTION DE PATRIMOINE

GRUPE CONSEIL
Bergeron Cosgrove

Des nouvelles de votre équipe

418 541-8008

Conseil-Bergeron-Cosgrove@bnc.ca

Bonjour,

Les médias accordent actuellement beaucoup de couverture médiatique à l'élection américaine à venir. On peut facilement en comprendre la raison! La course à la maison blanche a pris une tournure différente le 21 juillet dernier lorsque le Président Biden a décidé de s'en retirer.

Plusieurs d'entre vous nous posent des questions sur l'impact des élections sur l'économie et ultimement sur le marché boursier. Avec les années, nous sommes tous assez conscients des promesses phares de Donald Trump. Que dire de celles de Mme Harris ?

Pour mettre un peu de lumière sur le sujet, nous avons pensé vous partager le plus récent rapport de notre service de recherche sur son programme. Nous présentons aussi ci-dessous, une version abrégée sous forme d'une liste d'extraits que nous jugeons pertinents.

Avant cette lecture nous tenons à rappeler l'élément suivant sur l'impact historique des élections sur les marchés :

Mythe

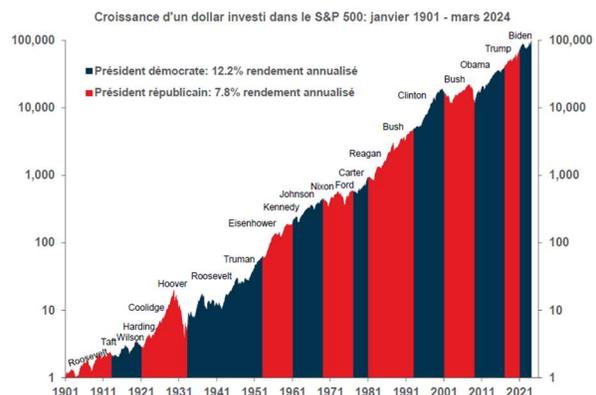
Le parti politique du gouvernement au pouvoir a un impact considérable sur les rendements du marché.

Réalité

À très long terme, l'histoire démontre que les marchés boursiers réussissent à poursuivre leur tendance à la hausse, peu importe le parti du gouvernement au pouvoir.

Par exemple, depuis 1901, le rendement total annualisé du S&P 500 est largement positif et ce, tant durant les périodes avec un président démocrate au pouvoir (12.2 %) que celles avec un président républicain au pouvoir (7,8 %). De plus, l'écart entre ces deux rendements semble principalement provenir du contexte économique en cours et sur lequel les politiciens ont une emprise limitée, les démocrates ayant pris le pouvoir au creux de la Grande Dépression en 1933 et au creux de la crise financière en 2009.

Au final, **l'histoire démontre bien que les investisseurs gagnent à ne pas laisser mélanger politique et investissements**, aussi difficile que cela puisse être parfois !



Bureau du chef des placements (données via Robert J. Shiller au <http://www.econ.yale.edu/~shiller/data.htm>).

Bonne lecture, n'hésitez pas à nous contacter pour toute question.

[Lisez l'article complet ici](#)

Voici quelques-unes des propositions phares de la campagne de Kamala Harris :

- Fournir sur quatre ans une aide de \$25,000 à la constitution de la mise de fonds initiale pour les acheteurs d'un premier logement et doubler les subventions à la construction de logements pour les porter à \$40 milliards.
- Réinstaurer le crédit d'impôt pour enfants de 2021 arrivé à échéance chiffré à \$3,000 pour la plupart des enfants et \$3,600 pour ceux de moins de 6 ans (par rapport aux prestations actuelles de \$2,000). Est également prévue la création d'un crédit d'impôt de \$6,000 pour les enfants dans leur première année de vie.
- Prolonger les aides bonifiées de l'Affordable Care Act qui réduisent les primes payées par les ménages qui ont souscrit à une assurance santé, et qui arrivent à échéance à la fin de 2025.
- Éliminer la dette médicale de millions d'Américains et supprimer l'impôt sur les pourboires. (Les détails sur ces mesures sont rares.)
- Créer un nouvel organisme fédéral pour sanctionner les sociétés qui augmentent indûment les prix des aliments.
- Refuser des avantages fiscaux clés accordés aux propriétaires qui contrôlent des immeubles de plus de 50 logements s'ils n'acceptent pas de limiter les hausses de loyer à un maximum de 5%.

Autres faits d'intérêt :

- Le programme prévoit plusieurs hausses d'impôts potentielles, ciblant principalement les sociétés et les individus à valeur nette élevée.

Il est important de reconnaître que l'adoption de la grande majorité de ces propositions de dépenses et de hausses d'impôts par un Congrès divisé ou contrôlé par les républicains serait à peu près impossible.

- On s'attend à ce que Kamala Harris maintienne la politique commerciale protectionniste de l'administration Biden.

Mme Harris avait voté contre l'ACEUM en 2020, quand Donald Trump l'avait introduit pour remplacer l'ALENA.

- Kamala Harris a également apporté un soutien sans faille à toute législation qui subventionne largement la production nationale de véhicules électriques, d'énergie verte et d'infrastructures.

De ce fait, le Canada a dû accroître le soutien financier apporté à des secteurs clés pour faire face à la concurrence et attirer les investisseurs. Au total, les gouvernements fédéral et provinciaux ont déjà engagé plus de \$50 milliards en soutien financier à destination de la seule production de véhicules électriques.

- Alors qu'une administration Harris reprendrait la ligne de Joe Biden consistant à soutenir l'Ukraine et à faire moins pression sur elle pour qu'elle négocie à court terme que le ferait Donald Trump, il est important de garder à l'esprit que, quelle que soit l'issue des élections américaines, une expansion territoriale importante reste un défi pour l'Ukraine.

Nous vous invitons à consulter le document en pièce jointe pour les détails et l'ensemble des sources utilisées.

De la part du Groupe Conseil Bergeron-Cosgrove,



Mathieu Bergeron, CPA, MBA, CIM^{MD}

Conseiller en gestion de patrimoine & Gestionnaire de portefeuille

mathieu.bergeron@bnc.ca



Financière Banque Nationale – Gestion de patrimoine (FBNGP) est une division de la Financière Banque Nationale inc. (FBN) et une marque de commerce appartenant à la Banque Nationale du Canada (BNC) utilisée sous licence par la FBN. FBN est membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) et du Fonds canadien de protection des investisseurs (FCPI) et est une filiale en propriété exclusive de la BNC, qui est une société ouverte inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (NA : TSX).

Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles de la Financière Banque Nationale. Les informations contenues aux présentes proviennent de sources que nous jugeons fiables; toutefois nous n'offrons aucune garantie à l'égard de ces informations et elles pourraient s'avérer incomplètes. Les opinions exprimées prennent en compte plusieurs facteurs, notamment notre analyse et notre interprétation des données historiques. Ces opinions ne doivent pas être interprétées comme une sollicitation ou une offre visant l'achat ou la vente des titres mentionnés aux présentes. La valeur des parts et le rendement varieront, et le rendement passé peut ne pas être révélateur du rendement futur.